

Brésil : un changement qualitatif dans la lutte des classes - « Plus que jamais, l'internationalisme est une exigence »

samedi 9 août 2014, par [TRAVESSO Dirceu](#) (Date de rédaction antérieure : 5 juillet 2014).

Nous nous sommes entretenus début juillet avec Dirceu Travesso, « Didi », membre du secrétariat exécutif national de CSP-Conlutas (Centrale syndicale et populaire - Coordination nationale de luttes) et responsable de son secteur international. Un mois plus tôt, une délégation du NPA l'avait rencontré à Paris, où il se trouvait en transit après avoir représenté sa centrale syndicale au 6^e congrès national de Solidaires. Sur le plan politique, Didi est militant du PSTU (Parti socialiste des travailleurs unifié).

CSP-Conlutas est née en 2010 de la convergence d'une série de syndicats, dont certains avaient rompu avec la CUT (Centrale unique des travailleurs, liée au PT, au pouvoir depuis 2003) quand ils s'étaient engagés, dès la première année du gouvernement Lula, dans la lutte contre la réforme néolibérale des retraites, ainsi que d'une série de mouvements sociaux (de femmes, de jeunes, de Noirs, de sans-toit). Parmi les syndicats adhérents de CSP-Conlutas figurent des organisations importantes dans la métallurgie et dans l'enseignement, ainsi que le syndicat des travailleurs du métro de Sao Paulo, qui a mené une grève retentissante juste avant l'ouverture du Mondial de football.

CSP-Conlutas se réclame de la lutte de classe et de la démocratie ouvrière, de l'indépendance et de l'autonomie vis-à-vis des gouvernements, des patrons et des partis, de l'internationalisme et de la lutte contre le capitalisme pour construire une société socialiste.

Jean-Philippe Divès - Des milliers de Brésiliens qui manifestent contre une Coupe du monde organisée dans leur propre pays... Des mobilisations qui regroupent non seulement la jeunesse mais aussi des mouvements sociaux et maintenant des secteurs de la classe ouvrière elle-même... Que se passe-t-il ? Qu'est-ce qui a changé au Brésil ?

Dirceu Travesso - Les manifestations de juin 2013 ont surpris tout le monde. La vision que l'on avait communément du Brésil, comme celle d'un pays gouverné par la « gauche » et avançant vers des changements sociaux, a été remise en cause radicalement par les dizaines et centaines de milliers qui sont descendus dans les rues de tout le pays à partir de l'opposition à l'augmentation des tarifs des transports, mais en intégrant ensuite d'autres revendications dans les domaines de l'éducation ou de la santé, contre la répression et la corruption, etc.

Ce processus, avec ses particularités nationales, entre dans le cadre d'une nouvelle situation internationale dont les traits centraux sont un approfondissement brutal des attaques contre les travailleurs et les peuples, des luttes qui s'étendent dans le monde entier à partir du « Printemps arabe » et de la résistance des travailleurs européens. Avec certaines caractéristiques qui sont similaires, comme des manifestations de rue de masse, passant en dehors des organisations traditionnelles et ayant à leur tête la jeunesse.

Dans ce processus apparaît la véritable nature des gouvernements Lula/Dilma, dont les politiques

sont basées, pour l'essentiel, sur le projet néolibéral de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

Avec des rythmes évidemment différents, la même politique générale consistant à privilégier le grand capital a été appliquée dans l'ensemble des BRICS [1] : de l'argent public pour soutenir l'industrie automobile, le bâtiment et l'industrie agroalimentaire ; un projet économique subordonné, centré sur la production pour l'international de produits de base ; les privatisations et le maintien de toutes les contre-réformes imposées ces dernières années ; une aggravation de la flexibilité.

Dans un premier temps, l'impérialisme a eu à l'égard des BRICS la position consistant à soutenir la croissance, en utilisant pour cela les réserves de change accumulées au cours des dernières années. Cela a signifié par exemple, 5 milliards de dollars en moyenne chaque année de rapatriement de bénéfices pour les multinationales de l'automobile.

Bien sûr, pour des pays connaissant un niveau de misère et d'inégalité comparable à celui du Brésil (et des autres BRICS), des concessions mêmes limitées ont servi à élever le niveau de popularité de gouvernements tels que celui de Lula. Pourtant, le pays est devenu dans le même temps plus dépendant de l'impérialisme. Durant les huit années du gouvernement Lula, alors que le salaire minimum augmentait de près de 60 % (quelque chose d'historique en comparaison des gouvernements de droite précédents, même si cela reste très en-deçà des revendications du mouvement des travailleurs), les profits des grandes banques et entreprises se sont accru de 430 %.

Dans ce processus, près de la moitié des recettes de l'Etat fédéral ont été destinées au paiement des intérêts de la dette, extérieure et intérieure, tandis que la crise de l'éducation, de la santé, du logement, celle de la réforme agraire et de toutes les politiques sociales se sont maintenu et approfondi. C'est cela qu'il y a derrière les mobilisations qui ont surgi en juin 2013. Dans le même temps l'impact du Printemps arabe, de la place Tahrir, des mobilisations de la jeunesse en Europe, ont influencé dès le début les caractéristiques du mouvement.

Vu de l'extérieur, le plus remarquable est qu'un mouvement qui au départ, en juin de l'année dernière, était essentiellement jeune et populaire, a ouvert la voie à d'importantes mobilisations et grèves des travailleurs...

Les mobilisations de 2013 ont ouvert dans le pays une nouvelle situation politique. Le mécontentement qui était latent s'est transformé en un affrontement de rue, mené par la jeunesse et les secteurs populaires, avec un certain caractère « spontané ». Un des thèmes centraux a été la répression, en même temps que la défense des droits à la santé, à l'éducation, aux transports, au logement ou les revendications anti-corrupcion.

Le nouveau rapport de forces ouvert par les grandes manifestations de 2013 a ensuite commencé à s'exprimer dans des luttes de la classe des travailleurs. Si les grandes manifestations ont cessé, le processus s'est poursuivi avec les grèves des enseignants, de Comperj (Complexe pétrochimique de Rio de Janeiro) et des garis (travailleurs du nettoyage) à Rio, les grèves dans les transports à Porto Alegre, Rio et Sao Paulo, etc.

Le tenue de la Coupe des confédérations, en 2013, avait joué un rôle subjectif important, en faisant monter la colère du mouvement populaire face à son coût en argent public, alors qu'au même moment le pays se trouvait placé au centre de l'actualité internationale. La tenue de la Coupe du monde, cette année, ouvrait donc la perspective d'une reprise des luttes.

Certains, à notre avis de façon erronée, ont avancé comme mot d'ordre central « *Il n'y aura pas de Coupe* » (*Não vai Ter Copa*). Il y a eu un changement profond dans les consciences, ce qui explique des mouvements tels que la grève des garis en plein Carnaval, ou les manifestations et la

contestation de la Coupe. Mais ce qui était mis en cause, ce n'était pas la Coupe elle-même, mais l'absence de budgets pour les politiques sociales, les retraites, etc. Il est clair que les dépenses considérables occasionnées par la Coupe et la corruption qui s'est manifestée dans ce processus ont accru le mécontentement. Mais nous avons dès le début, en commun avec d'autres organisations du mouvement, travaillé avec le mot d'ordre « *Dans la Coupe il y aura de la lutte* » (*Na Copa Vai ter Luta*), en cherchant à renforcer les luttes des différents secteurs - salariés ou mouvements populaires - pour leurs revendications concrètes, et dans le même temps en appelant à des manifestations de rue afin de tester ainsi la dynamique que prendrait le mouvement.

Il s'est avéré que par rapport à 2013, l'ampleur des manifestations est moindre. Il a continué à y en avoir mais elles ont regroupé des secteurs plus réduits, d'avant-garde, et non plus de larges secteurs de masse comme l'an dernier. En revanche, il y a eu dans tout le pays une explosion des grèves et des mouvements pour le droit au logement.

Comment évolue le niveau de conscience des masses ? Et plus précisément, dans ce cadre, que pensent les gens qui participent à ces luttes ?

Les mobilisations en cours dans ce pays, avec ce que le football signifie ici pour les classes populaires, donnent une idée de l'importance des changements dans la conscience. On assiste en ce moment à la reprise d'un débat sur le projet de société, bien sûr centré sur des questions concrètes. En général, la remise en cause des gouvernements [2] est très forte. Cela se reflète dans tous les sondages, principalement pour le PT avec la chute des intentions de vote en faveur de Dilma Roussef, mais aussi pour la droite qui jusqu'à présent ne parvient pas à s'imposer face au PT [3]. Et, comme on l'a déjà dit, il y a cette contestation de la Coupe, avec tous ses coûts et sa corruption alors que les salaires, la santé, l'éducation, le logement sont en berne. Bien sûr, lorsque les matches ont commencé cette dynamique a été affectée du fait de la pression, de la campagne des médias, mais aussi de la passion des Brésiliens pour le football.

La confiance dans les vertus de l'organisation et de la lutte s'est profondément accrue. Elle s'exprime dans les grèves, les occupations, comme face à la répression violente par la police et à la criminalisation des manifestations. Le Brésil est un pays d'origine esclavagiste, le traitement répressif brutal de la population pauvre, principalement noire et jeune, y est une « habitude ». Il y a une politique « institutionnalisée informelle » de liquidation physique à la périphérie, une répression brutale permanente et des exécutions, des assassinats qui sont organisés par la police et des groupes paramilitaires. Ce n'était pourtant pas quelque chose de largement dénoncé par la population des communautés et des favelas.

Dans la dernière période cela a commencé à changer, comme expression du changement dans le rapport des forces. La violence, elle, n'a pas changé. Au contraire, avec le développement des luttes la répression et la criminalisation sont allées en augmentant. Mais les dénonciations de cette situation sont beaucoup plus fortes et nombreuses qu'auparavant, et elles ont des répercussions nationales à un niveau inconnu dans le passé. C'est une autre manifestation des évolutions de la conscience.

Selon les informations que l'on avait ici des mobilisations de l'an dernier, y prédominait surtout un mélange d'idéologies autonomistes, anarchisantes et anti-partis. Est-ce que cela commence à changer avec l'entrée en scène du mouvement ouvrier ?

Oui, absolument.

J'ai souligné auparavant que ces mobilisations au Brésil sont une expression de la situation internationale. Mais comme le sont aussi leurs caractéristiques. Ainsi la confusion idéologique est

présente dans toutes les grandes manifestations dans le monde. Dans celles de 2013 au Brésil, dont les revendications ont été en général très progressistes, sur des thèmes tels que la corruption, la représentation politique et la démocratie bourgeoise, on notait deux aspects. D'un côté, un processus de remise en cause des vieilles organisations bureaucratiques du mouvement ouvrier et populaire et aussi, dans un sens, des formes du régime démocratique-bourgeois. Cette contestation des partis, des organisations de façon générale, traduit l'expérience du mouvement avec les partis et organisations auxquels il a été confronté. Le refus des méthodes conciliatrices, du rapport bureaucratique de représentation, la contestation d'une démocratie dans laquelle les peuples n'ont aucune possibilité de décider de leurs destins, sont très positifs.

Evidemment, comme il y a une crise de la gauche, cette contestation ouvre un espace pour des mises en cause venant également de droite, ainsi que pour une série de confusions. Le mouvement conteste à juste titre les organisations bureaucratiques et conciliatrices, les gouvernements au service du capital, le parlement des hommes d'affaires et non des travailleurs et du peuple, mais dans un premier temps il a également nié l'organisation collective, en exprimant une idéologie quasi libérale, faisant un culte de la participation individuelle. La contradiction est patente : une conception basée sur la participation individuelle comme négation de l'ancien, et la nécessité de l'action collective pour pouvoir s'affirmer.

Dans ce cadre-là, les mouvements Black Blocks, avec leur terrible confusion idéologique sur ce que peut être la radicalité, jouent un rôle de désorientation du mouvement et sont utilisés par la droite pour son agitation contre lui. La radicalité est à l'ordre du jour mais nous devons décider collectivement de nos actions, en fonction du rapport de forces. Les « actions directes immédiates », organisées sans que la majorité des participants puisse donner son avis et décider, ne le permettent pas.

Il y a deux grands risques à éviter. Le premier serait de ne voir ce processus que comme un élément réactionnaire de négation de l'organisation collective et de la démocratie ouvrière, ce qui pourrait conduire à une position sectaire, de négation et non participation au mouvement tel qu'il se développe. Le second, tout aussi problématique, serait de ne pas mener en son sein une bataille politique, un débat systématique sur les conceptions de fond et où elles mènent. Dans la première hypothèse, nous ferions les critiques nécessaires mais perdriions l'opportunité d'intervenir en disputant la direction de ces mouvements. Dans la seconde, nous pourrions certes participer, mais nos propositions à un niveau plus stratégique seraient par définition tout aussi inaudibles.

Les grèves et mobilisations de secteurs organisés ont donné à ce processus une autre tonalité. Il est impossible de s'y tromper. Le développement des grèves contre les gouvernements et les patrons, et y compris contre la majorité des directions syndicales, portent les mobilisations de l'année dernière à un niveau supérieur, même si la taille des manifestations s'est réduite. Elles ouvrent la voie à de nouvelles possibilités pour le développement de l'organisation à la base, fondée sur notre classe et ses méthodes collectives.

L'hégémonie du PT sur le mouvement ouvrier et de masse est-elle menacée ? Existe-t-il une possibilité réelle d'avancer vers une alternative à gauche ?

Ce que l'on peut dire, c'est qu'un processus s'est ouvert qui rend possible la construction d'alternatives à la gauche du PT, disposant d'un poids social incomparable avec le passé. Cependant, les rythmes ne sont pas les mêmes au niveau politique et au niveau syndical.

Syndicalement [4], ainsi que dans les mouvements populaires, sociaux et de la jeunesse, la possibilité de mener une bataille qui marque des points contre le PT est très clairement ouverte. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle notre propre projet, CSP-Conlutas, s'est renforcé dans la

dernière période, et c'est aussi ce qui explique l'apparition dans le mouvement populaire de nouvelles organisations qui jouent un rôle central dans les luttes.

Les grèves, s'accompagnant de rébellions contre les directions traditionnelles, sont impressionnantes. En témoignent des processus tels que ceux de Belo Monte, Girau, Comperj ou Cubatão (entreprises ou villes qui ont été le théâtre de grandes mobilisations), des garis de Rio, des conducteurs de bus de Rio, Sao Paulo et d'autres villes, où les travailleurs se sont organisés depuis la base en remettant en cause les directions syndicales. A plusieurs reprises, les travailleurs ont dû s'affronter non seulement à la police et à sa répression, mais aussi à la bureaucratie syndicale et à ses hommes de main.

Toutes proportions gardées, cela rappelle le processus de lutte et de radicalisation qui a débouché sur la formation de la CUT à la fin des années 1970. Au plan syndical, la dispute pour la direction du mouvement est clairement ouverte. Cela ne doit pas nous conduire à penser qu'il y aura un processus « naturel ». Il s'agit d'un combat politique et d'organisation, que nous ne pourrions mener efficacement que si nous sommes présents au quotidien dans les luttes et confrontations de notre classe.

Du point de vue politique, cela ne va pas à la même vitesse. Le recul idéologique des dernières années se ressent bien plus fortement. Le processus en cours tend à modifier la situation. Mais quels seront les rythmes et les formes ? C'est difficile à dire aujourd'hui.

Malheureusement, la droite apparaît toujours comme l'option alternative au PT. La fragilité notamment électorale de la gauche est grande. La gauche [5] s'est renforcée lors des dernières élections, mais très peu au regard des besoins. Nous verrons comment ces réalités se traduiront dans les élections d'octobre prochain.

Il est nécessaire de mettre en avant une alternative programmatique cohérente, contre le néolibéralisme et pour le socialisme. Ce qui ne veut pas dire un programme abstrait dogmatique et sectaire, mais adapter concrètement le programme socialiste à la réalité et aux problèmes concrets que discutent les travailleurs et le peuple brésiliens.

De toute façon, comme je l'ai souligné depuis le début, ce processus fait partie d'une réalité internationale. Les possibilités au Brésil sont subordonnées à la dynamique internationale. Plus que jamais, l'internationalisme est une condition pour pouvoir répondre.

Du point de vue syndical, cela veut dire avancer dans l'unité avec des secteurs de gauche au niveau mondial, dans une lutte et une résistance concrètes, sans lesquelles il est impossible de remporter une victoire dans quelque pays que ce soit.

C'est la raison pour laquelle nous sommes engagés dans le projet de construction du « Réseau syndical international de solidarité et de lutte », au côté des camarades de l'Union syndicale Solidaires, avec lesquels nous avons organisé une rencontre à Paris, où nous avons fondé le Réseau en présence de plus de 60 organisations de près de 30 pays.

Du point de vue politique, on ne peut pas répondre à ce processus dans le seul cadre national. Un projet internationaliste sur le plan de l'analyse, du programme et de l'organisation est indispensable pour avancer dans la voie de la reconstruction d'une direction révolutionnaire.

Ces deux processus cheminent ensemble mais sont distincts. Au niveau syndical, il convient de développer un projet de front unique ouvrier, de lutte et de résistance, sans lequel nous ne pourrions pas avancer dans l'unité de combat de notre classe. Il s'agit de travailler de façon large avec une série de secteurs prêts à lutter et résister, défendant une politique anti-impérialiste et la démocratie

ouvrière. Le programme plus général et stratégique n'étant pas, dans ce cas, une condition pour l'unité. Il faut construire une organisation réellement de front unique, sans manœuvres ni hégémonisme, où les décisions soient véritablement celles des organisations syndicales et populaires qui y participent ; où les partis soient bienvenus sur la base de l'intervention de leurs militants dans les organes de front unique de la classe ouvrière, mais n'y interviennent pas en tant que partis, et moins encore pour manœuvrer et décider de manière cachée par-dessus les organisations du mouvement. Des organismes de front unique comme instruments des organisations de classe, pour débattre, décider et lutter.

Du point de vue politique, on attend un débat franc sur la crise de la gauche et un programme - politique, moral et d'organisation - pour la révolution. Ce serait la condition, décisive pour ce processus, d'un accord programmatique, stratégique et de méthode.

Avec le calme et la fermeté nécessaires, sans sectarisme ni manœuvres mais sans non plus occulter les débats nécessaires, il s'agit d'intervenir dans la lutte des classes, d'échanger des opinions, conceptions et expériences, dans le but de tenter de surmonter la crise de la gauche et de présenter une alternative stratégique révolutionnaire pour l'humanité.

Cela semble et sera assurément très difficile. Mais c'est le défi que nous avons à relever. Y parviendrons-nous ? Impossible de le dire. Mais nous voulons, devons et pouvons le tenter.

Propos recueillis par Jean-Philippe Divès

P.-S.

* Paru dans la Revue L'Anticapitaliste n°56 (été 2014). <http://www.npa2009.org/>

Notes

[1] Abréviation désignant le groupe formé par les cinq grands pays « émergents », Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud.

[2] Comprendre non seulement le gouvernement fédéral mais aussi les gouvernements des différents Etats (qui disposent de pouvoirs importants en matière économique et sociale, de forces de police équipées d'armes de guerre, etc.), voire les autorités à la tête de grandes municipalités.

[3] Des élections générales (présidentielles, législatives et pour le gouvernement des Etats) auront lieu le 5 octobre 2014.

[4] Comprendre, dans la tradition et le langage latino-américains qui sont différents des nôtres : au niveau des entreprises et des luttes des travailleurs sur leurs lieux de travail.

[5] Compte tenu de l'orientation capitaliste néolibérale du PT et de ses alliés (dont le PCdoB d'origine maoïste), au plan politique la « gauche » se réduit, s'agissant des partis implantés nationalement, au PSOL, au parti communiste d'origine moscovite (PCB) et au PSTU.